



Première année n° 01

Février 2004

## Editorial

### C'est re-parti !

*Le regard bien fixé sur l'objectif de la création des richesses, la République démocratique du Congo confirme sa lancée dans la voie des réformes économiques.*

*C'est le principal enseignement que l'on puisse tirer de la course à l'amélioration de l'environnement des affaires entamée depuis les premiers matins du millénaire en cours. Un profond récurage de l'assiette juridique qui avait porté la pratique économique dans le pays depuis les temps coloniaux a donné lieu à de nouveaux instruments législatifs de régulation de l'espace des affaires. L'Etat se réserve le rôle régulateur et normatif. L'autocritique avait abouti au constat d'échec des tentatives de conciliation des charges régaliennes de l'Etat avec la pratique des affaires. Désormais, le gouvernement a compris ses limites, déjà révélées à l'Etat moderne depuis l'échec de l'interventionnisme économique de l'Etat.*

*Et là, les tentatives maladroitement aux fins de se substituer aux véritables opérateurs économiques - les privés - sonne comme une bourde. Aujourd'hui, le gouvernement congolais ne jure plus que par ses tâches régulatrices et normatives. La remise en cause a abouti à une batterie juridique qui sous-tend dorénavant la pratique économique dans le pays. Rendez à César ce qui est à César, avait dit le fils de l'homme. Transposé dans le contexte actuel, l'Etat congolais a compris qu'il doit rendre aux professionnels des affaires l'initiative économique. C'est le prix fixé sur la ligne d'arrivée. ■*

## Les Groupes Sectoriels de Travail investis pour réfléchir sur la réforme



Le Vice-Président Jean-Pierre Bemba accueilli par le Secrétaire Exécutif du COPIREP, Professeur Ilunga Ilunkamba (Photo AGAPE)

Ils avoisinent la centaine, les experts investis de la mission de réfléchir, dans leurs secteurs respectifs (Mines, Energie, Télécommunications, Transports et Communications), sur l'ensemble

des réformes qui vont conduire à la relance des entreprises publiques congolaises. Ils ont été officiellement installés par le Vice-Président de la République en charge de la commission

Economique et Financière du gouvernement, Jean-Pierre Bemba Gombo, au cours du séminaire-atelier organisé à leur intention par le COPIREP

(Suite en page 4)

### Lancement du Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé

## Pour connaître la prospérité ...

*L'Etat-Providence n'existe plus. Le gouvernement congolais a entamé le processus d'un désengagement progressif de l'économie*

L'espace économique congolais est occupé à près de 80% par les entreprises du secteur public. C'est un handicap. Un handicap qu'il faut absolument franchir pour espérer offrir aux millions de Congolais à l'avenir incertain, des raisons d'espérer. Le gou-

vernement s'est donc engagé dans la voie de réformes économiques profondes, notamment dans le secteur du Portefeuille. Avec l'appui de la Banque Mondiale. Mais l'image que l'opinion se fait de toute réforme d'entreprise publique n'est pas reluisante.

Bien au contraire. Le spectre du chômage surgit aussitôt.

(suite en page 2)

Rejoignez-nous au nouveau carrefour du monde

Clic : [www.copirep.cd](http://www.copirep.cd)

## Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé

### Discours du vice-Président ECOFIN

J'exhorte à cet effet le COPIREP, le BCECO et tous les Ministères et services concernés, de mettre dès ce jour les bouchées doubles pour que les résultats escomptés soient vite atteints et soient de qualité. La nécessité d'améliorer le climat d'investissement devrait conduire : au redressement du système judiciaire pour les investisseurs ; à l'amélioration de la structure légale et fiscale afin de disposer d'un cadre commercial favorable au développement économique et de mettre en place un mécanisme d'arbitrage entre opérateurs économiques ; au rétablissement d'une intermédiation financière performante ; au renforcement des capacités des services concernés de l'Etat ; et à la facilitation du dialogue entre le Gouvernement et le secteur privé. Enfin, nous devons offrir aux investisseurs tant nationaux qu'étrangers, des garanties sûres. Aussi, à l'instar de la MIGA, Agence Multisectorielle pour la Garantie des Investissements, y a-t-il lieu de faciliter à travers ce projet, notre adhésion à certains organismes appropriés et sûrs, comme l'Agence Africaine de Commerce et d'Assurance. La réforme des entreprises publiques quant à elle doit conduire notamment à soulager le secteur privé. En effet, ce dernier a été longtemps étouffé par les entreprises publiques tant elles pèsent sur la structure de l'économie et sur son développement. Le recentrage des activités de ces entreprises à leur raison sociale, devrait offrir des opportunités au secteur privé pour la prise en charge des services sociaux et activités connexes développés par nombre d'entreprises publiques. Parallèlement à cette réforme, un cadre régulateur devrait être créé dans les secteurs qui facilitent la connexion de l'économie, afin de gérer une concurrence parfaite et stimulatrice de l'activité économique. La République Démocratique du Congo est devenue un grand chantier institutionnel, tant les défis à relever sont multiples, et grande notre détermination de sortir de l'ornière. Le Gouvernement ne ménage aucun effort pour y parvenir et aujourd'hui encore inaugure un autre chantier pour son essor économique et le bien-être de sa population. C'est pourquoi, au nom du Président de la République, je déclare ouvert le Séminaire de lancement du Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé, « CDSP en sigle » ■

*Désormais, l'Etat redevient plus que jamais pouvoirs publics. Il s'occupera principalement de fixer les règles du jeu. La création des richesses est laissée à l'initiative des privés. C'est le prix du redécollage de l'économie malade de la RD Congo*



*On reconnaît sur la photo M. Ivan Rossignol (2ème à partir de la gauche), chef du Projet CDSP à la Banque Mondiale (Photo Agape)*

### Pour connaître la prospérité ...

*Suite de la page 1*

Pourtant, pour paraphraser le vice Président Yerodia, il s'agit de « travailler (...) pour que notre peuple connaisse enfin la prospérité et le bonheur. C'est pour cela que près de 160 experts venus de divers horizons de la vie nationale se sont donnés rendez-vous, à l'initiative du Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises publiques, COPIREP, les 4 et 5 février 2004 au salon Congo du grand hôtel Kinshasa. L'engagement fort du gouvernement s'est manifesté par la présence de deux Vice-Présidents de la République. L'un, Jean Pierre Bemba, en charge de la commission Economique et financière à l'ouverture, l'autre, Yerodia Abdoulaye Ndombasi en charge de la Commission Recons-

truction et Développement, à la clôture. Pendant deux jours entiers, ministres, entrepreneurs privés, experts nationaux et étrangers, toutes les parties prenantes au programme de réforme ont défilés à la tribune pour délivrer un message d'engagement et d'espoir. Et les débats qui s'en sont suivis étaient à la mesure des espoirs mais aussi des inquiétudes. La presse, interface de privilégié entre les initiateurs du Projet et la population, n'a pas manqué de soulever des questions jusque là considérées comme tabous. Au moment où s'éteignaient les lumières du salon Congo, nombreux sont ceux qui auraient voulu que « ça continue ». L'objectif paraît atteint. Il fallait expliquer pour convaincre. ■

*Lire le discours de clôture du Vice-Président Yerodia à la page 4*

## La feuille de route des GST

Morceaux choisis des discours du Vice-Président ECOFIN, M. Jean-Pierre Bemba, du Secrétaire Exécutif du COPIREP, Prof Ilunga Ilunkamba et du Représentant Résident de la Banque Mondiale en RD Congo, M. Onno Rühl à l'ouverture du séminaire d'installation des Groupes Sectoriels de Travail



### *Les résultats de vos cogitations sont attendus par le gouvernement, dit JP Bemba*

*(...) Le travail que vous êtes appelés à réaliser est celui d'un véritable bureau d'études et d'aide à la décision. A cet effet, je vous invite à rassembler et à coordonner toutes les études institutionnelles existantes et éparpillées dans les ministères pour en produire une synthèse globalisante. Nul n'est besoin de vous tenir un long discours pour vous faire prendre conscience de l'ampleur de votre tâche. C'est dire que le résultat de vos cogitations est impatientement attendu pour permettre au Gouvernement d'imprimer le rythme qu'il faut à sa volonté de relancer l'économie nationale.*

*(...) Avant de laisser les différents Groupes Sectoriels de Travail commencer leurs travaux, il nous a semblé utile de mettre tous leurs membres à un même niveau de compréhension des concepts clés de la réforme, afin de faciliter et activer le travail dont les conclusions, sont très attendues par le Gouvernement. (...) Nous estimons qu'avec l'installation officielle des Groupes Sectoriels de Travail et le séminaire – atelier qui s'en suit, le programme de réforme des entreprises publiques a effectivement démarré. Ceci traduit la volonté du Gouvernement de poursuivre les réformes amorcées avec l'assistance de nos partenaires ...*

*(...) Il est très important que tout le monde puisse s'approprier des stratégies et du processus de réforme. Il faut aussi faire cela dans la sérénité et la paix sociale. C'est très important. (...) je vous assure, comme c'est le cas pour certaines entreprises déjà, que la Banque Mondiale reste engagée pour accompagner la République Démocratique du Congo et son gouvernement dans le maintien de cette paix sociale, tout en assurant que le processus peut se dérouler dans le respect de la loi, du droit et du partenariat social.*

### *Message bien compris des participants*

*Ils ne se sont pas fait prier pour se lancer dans le débat sur la libéralisation de l'économie congolaise, option économique fondamentale du gouvernement depuis le début de la décennie*



Tshiongo Tshibinkubula wa Ntumba, ses interventions ont fait autorité lors des travaux



Grâce à la pertinence de leur participation, les membres des Groupes sectoriels rassurent quant à la qualité de réflexions attendues pour changer la face de l'économie nationale de la RD Congo

## Discours de Son Excellence Monsieur le Vice-président de la République en charge de la Commission Reconstruction et Développement à la clôture du séminaire de lancement PCDS

Ce séminaire, j'aurai dû l'ouvrir, mais voilà que l'occasion m'est donnée de le clore. Nous avons entendu parler, il y a quelques temps du PMURR, de l'ANAPI, et voilà le nouveau-né, le COPIREP. Tout cela comporte des enseignements. On n'enseigne qu'à ses propres risques. Il y a des professeurs qui expérimentent, comme j'ai expérimenté moi-même naguère, les risques qu'il y a à enseigner. Vous vous rappelez ce texte surréaliste où un écrivain à l'imagination fertile fait exister par son écrit un *Terminator*, à telle enseigne que tout ce qui arrivait de tragique, on incriminait celui-ci. Le créateur de ce *Terminator* est passé de vie à trépas en essayant de renfoncer dans les livres la création tant décriée comme étant la source des valeurs qu'on déplorait. Il se disait : mais si le héros reste dans les livres, il ne va pas se répandre à décimer la population et à créer toutes ces valeurs ? C'est



pourvu par toutes les mesures qui ont été énumérées. Vous voilà donc, travailleurs du secteur privé, pourvus de ce qui vous a chagriné que j'espère, vous en ferez bon usage, car en fait, la scissiparité qui conduit au distinguo public-privé doit cumuler dans la recherche du bonheur de notre nation, de notre peuple. Les dégâts que nous déplorons sont imputables au secteur public comme

au secteur privé. Je souhaite que le privé pourvu maintenant de ce qui lui manquait, puisse travailler avec le public pour que notre pays, notre peuple connaisse enfin la prospérité et le bonheur. Au nom du Président de la République j'ai le privilège de déclarer le séminaire sur la compétitivité du secteur privé clos et je vous remercie.

pourquoi je dis qu'on enseigne qu'à ses propres risques. Il s'agit ici d'un séminaire, et nous l'avons entendu, de développement qui se refonde sur le secteur public équivoque avec public et tout le monde a expérimenté et expérimente encore le côté privé juste né du public. Et le secteur privé, on peut le titiller un peu en se posant la question : privé de quoi ? Le séminaire montre ce dont est

pourvu par toutes les mesures qui ont été énumérées. Vous voilà donc, travailleurs du secteur privé, pourvus de ce qui vous a chagriné que j'espère, vous en ferez bon usage, car en fait, la scissiparité qui conduit au distinguo public-privé doit cumuler dans la recherche du bonheur de notre nation, de notre peuple. Les dégâts que nous déplorons sont imputables au secteur public comme

## Les Groupes Sectoriels de Travail investis pour réfléchir sur la réforme

(Suite de la page 1)

le Comité de Réforme des Entreprises Publiques. Cette installation intervient un mois après le lancement du Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé par lequel le gouvernement de la RD Congo voudrait encourager les opérateurs économiques du secteur privé à reprendre l'initiative économique. C'est aussi une manière, pour le gouvernement, d'affirmer et de confirmer l'option économique libérale dans laquelle le pays s'est engagé. La RD Congo traverse, en effet, une période charnière de son histoire après une longue période de déstabilisation économique qui a conduit nos populations à une paupérisation sans précédent. Les programmes économiques mis en œuvre par le Gouvernement ont permis à ce jour d'assainir l'environnement macro-économique et de stabiliser les principaux indicateurs pour permettre une reprise nécessaire à l'assurance du bien-être social de tous. L'Etat-Providence n'existe plus. Le gouvernement a opté pour le libéralisation de

l'économie et s'est lancé dans la voie des réformes pour améliorer le climat des affaires en RDC et attirer ainsi les investissements privés, les sécuriser et les appuyer. Un nouveau code des investissements a été promulgué et des réformes institutionnelles importantes lancées dans tous les secteurs clés de la vie nationale. Les principes de base de toutes ces réformes sont de réinstaller l'Etat dans son rôle normatif et régulateur, renforcer ce rôle en assurant les services publics de base, tandis que la production serait laissée au secteur privé que l'Etat appuierait dans les secteurs porteurs de croissance. Une stratégie de désengagement progressif de l'Etat sera mise en place à cette fin. Un programme de réforme des entreprises publiques a été mis en place. Sa direction est confiée au COPIREP afin notamment de rendre possible le partenariat public-privé pour une meilleure performance de l'économie. Le Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé est l'expression de la volonté du gouvernement de favoriser les affaires en RDC pour ainsi stimuler la croissance économique. ■

**COPIREP**  
**News**

Bulletin d'informations du Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises Publiques

Première année Numéro 01 - Février 2004

Téléphone +243 (0) 81 98 78 115  
+243 (0) 81 99 10 077

Imprimeur  
African Printing Service

Dépôt légal  
0000000000

**COPIREP**

**Contact :**

**Croisement Avenues  
Kisangani et Le Marinel n°9-  
11**

**Immeuble SOFIDE - 4ème  
niveau**

**Tél. + 243 (0) 81 51 69 823**